



DIRECTION INTERREGIONALE
DES SERVICES PENITENTIAIRES LILLE
DEPARTEMENT DES AFFAIRES IMMOBILIERES
123,rue nationale - BP 765 - 59034 lille
Tél: 03-20-63-66-66



Extension du greffe du centre pénitentiaire de Laon

LOT N°00 PRESCRIPTIONS COMMUNES T.C.E.

Indice	Date	Observation
<i>Initial</i>	<i>23/10/2025</i>	<i>DCE</i>

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES



TABLE DES MATIERES

0 PRESCRIPTIONS COMMUNES	3
0.1. CONNAISSANCE DU PROJET.....	3
0.1.1. Textes de référence.....	3
0.1.2. Responsabilité de l'entrepreneur	3
0.1.3. Complémentarité des documents.....	3
0.1.4. Connaissance des travaux des autres corps d'état	4
0.1.5. Vérifications.....	4
0.1.6. Qualité des ouvrages	4
0.1.7. Visite des lieux.....	6
0.1.8. Contenu de la proposition de l'entrepreneur	6
0.1.9. Options et Variantes	7
0.2. INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER.....	7
0.2.1. Hygiène, sécurité, protection de la santé et conditions de travail.....	7
0.2.2. Protection et respect de l'environnement.....	11
0.2.3. Travaux préparatoires et annexes	15
0.2.4. Pilotage, ordonnancement et coordination entre lots	19
0.2.5. Documents à fournir par l'entreprise.....	20
0.2.6. Répartition des dépenses	22
0.2.7. Mesures coercitives.....	Erreur ! Signet non défini.
0.3. DONNEES PARTICULIERES DE L'OPERATION	22
0.3.1. Classements réglementaires de l'opération.....	22
0.3.2. Données, informations et prescriptions spécifiques particulières	23
0.3.3. Intervenants.....	24
0.3.4. Liste des lots.....	25

0 PRESCRIPTIONS COMMUNES

Le présent chapitre 00 complète les autres chapitres composant le descriptif de chaque corps d'état. Il a pour but de renseigner les diverses entreprises sur l'ouvrage dans ses généralités et de fixer certaines conditions sur la conduite des travaux et l'organisation du chantier.

Ces conditions générales sont applicables à tous les contrats de constructions accordés à toute entreprise sous la direction du cabinet BAU (Maîtrise d'Œuvre et Ordonnancement Pilotage Coordination) sauf mentions contraires expresses portées sur un autre document contractuel particulier à l'opération et prioritaire au présent document

0.1. CONNAISSANCE DU PROJET

0.1.1. Textes de référence

Tous les travaux seront exécutés conformément aux prescriptions du Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG), complété par le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et des Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP). En plus de tous les documents techniques et prescriptions diverses valables à la date de remise des offres, sont également applicables :

- L'ensemble des textes relatifs au code du travail et à la protection et à la santé des travailleurs.
- Les cahiers de prescriptions techniques des fabricants et les avis techniques des produits utilisés.
- Les entreprises se conformeront aux exigences des compagnies concessionnaires locales (ENEDIS, EAU et ASSAINISSEMENT, FRANCE TELECOM...) ainsi qu'aux services de sécurité et de police (POMPIERS, SERVICES MUNICIPAUX) qu'elles s'engagent à consulter avant l'exécution des ouvrages, chacune pour ce qui les concernent. Toutes démarches ou déclarations auprès des services d'ELECTRICITE, de GAZ, de TELECOMMUNICATION, Compagnie des Eaux, Services Techniques de la Ville, etc. sont à la charge de l'entreprise, y compris les travaux demandés par ces mêmes services pour permettre le bon déroulement et l'achèvement complet de la réalisation. Les frais de dossiers éventuellement demandés par ces Services sont à la charge de l'entreprise. Ces démarches sont à effectuer dès le début des travaux.

Si pour une raison quelconque, l'entrepreneur proposait des matériaux ou des techniques ne se rattachant à aucune norme, seuls la Maîtrise d'Œuvre et le bureau de contrôle pourraient décider de leur utilisation.

La terminologie employée au présent Cahier des Clauses Techniques Particulières est conforme à la norme NF EN ISO 6707-1 'Bâtiment et ouvrage de génie civil' - Vocabulaire - Partie 1 : Termes généraux.

0.1.2. Responsabilité de l'entrepreneur

Les entrepreneurs devront des ouvrages complets et parfaitement achevés suivant les normes et réglementations Françaises et Européenne en vigueur et les règles de l'art.

Les C.C.T.P. et plans composant le dossier de Consultation des Entreprises ne dégagent en rien la responsabilité de l'entrepreneur qui doit la parfaite réalisation de l'ouvrage, conformément aux normes et règles énoncées dans les pièces du dossier d'appel d'offre.

Les entrepreneurs ayant suppléé, de par leurs connaissances techniques aux erreurs ou inexactitudes, aucune réclamation après notification des marchés ne saurait remettre en cause les prix arrêtés.

Les entrepreneurs se soumettront pleinement aux ordres de la Maîtrise d'Œuvre en vue de rectifier les éventuelles inexactitudes.

De toute manière, le fait pour un entrepreneur d'exécuter sans en rien changer les prescriptions des documents techniques remis par le Maître d'Œuvre ne peut atténuer en quoi que ce soit sa pleine et entière responsabilité de constructeur, s'il n'a pas présenté ses réserves par écrit au moment de la remise de son offre.

0.1.3. Complémentarité des documents

Les CCTP et les plans techniques ou d'Architectes du DCE sont réputés être complémentaires les uns par rapport aux autres et réciproquement. Ainsi, l'entrepreneur ne pourra arguer un manque de précision des CCTP ou des plans si des ouvrages sont décrits aux CCTP et non figurés sur les plans ou figurés aux plans et non décrits aux CCTP. En conséquence, tout ouvrage figurant aux plans et non décrit au C.C.T.P. est implicitement dû par l'entrepreneur et vice-versa. Ces ouvrages qualifiés d'ouvrages divers sont, le cas échéant à indiquer dans le DPGF du DCE à renseigner au moment de l'appel d'offre.

Les documents écrits et graphiques établis par la Maîtrise d'Œuvre, ont pour but de renseigner l'entrepreneur sur la nature et la localisation des ouvrages à exécuter. Avant tout commencement d'exécution, l'Entrepreneur devra s'assurer de l'exactitude et de la concordance entre les différents plans d'ensemble ou de détails et le DCE, de la bonne conformité des documents en rapport avec les relevés du terrain existant fait par la Maîtrise d'Œuvre, et soumettre ses éventuelles observations. Les divergences d'interprétation que pourraient soulever éventuellement certaines dispositions des plans ou C.C.T.P. seront réglées par référence aux règles de l'art, aux dispositions des documents techniques de référence et conformément aux décisions de la Maîtrise d'Œuvre. En cas de divergence entre les différents textes et règlements, le plus contraignant sera retenu et appliqué.

0.1.4. Connaissance des travaux des autres corps d'état

Les clauses générales du C.C.T.P. concernent l'ensemble des lots, constituant un seul et unique document dont chaque entreprise devra prendre pleinement connaissance. Il convient de signaler que les descriptions figurant aux pièces écrites n'ont pas un caractère limitatif et que l'entrepreneur doit, comme étant compris dans ses prix, sans exception ni réserves, tous les travaux indispensables à la réalisation et à l'achèvement complet de l'ouvrage décrit.

Du fait de la remise de son offre, l'entrepreneur et l'ensemble de ses éventuels sous-traitants sont réputés avoir consultés les C.C.T.P. de tous les autres corps d'état de l'opération et avoir pris connaissance de l'ensemble des pièces du DCE. Pour son propre lot, il ne peut se prévaloir d'une omission dans les pièces écrites du dit lot si celles d'un autre lot donnent des indications sur l'ouvrage ou la partie d'ouvrage omis. Cet ouvrage ou partie d'ouvrage est dû et exécuté par l'entrepreneur pour lequel l'ouvrage ou la partie d'ouvrage est traditionnellement du ressort et réalisé par analogie avec les ouvrages ou parties d'ouvrages décrits. En conséquence, l'entrepreneur doit tous les travaux, fourniture et prestations mêmes non explicitement désignées nécessaires à l'exécution normale et parfaite au sens habituel du terme et des Règles de l'Art, celui-ci étant réputé avoir une connaissance de l'ensemble du dossier et avoir compris dans ses prix les incidences des autres lots sur ses propres travaux. Les entrepreneurs ne pourront prétendre ignorer les sujétions dues par les autres corps d'état, qu'ils devront considérer comme contractuelles. Ils ne pourront prétendre à indemnité ou refuser l'exécution de travaux nécessaires à la mise en œuvre des ouvrages des autres corps d'état.

0.1.5. Vérifications

Les entrepreneurs seront tenus de vérifier les documents qui leur seront remis de même que les cotes indiquées sur les plans, ils seront pleinement responsables des erreurs qui pourraient se produire, soit de leur fait, soit par manque de vérification. Il devra immédiatement signaler au Maître d'Œuvre les erreurs qu'il constaterait, et proposer les adaptations permettant de réaliser l'ouvrage dans des règles susvisées, par rapport aux performances décrites dans le DCE.

Il ne pourra en aucun cas modifier le projet du Maître d'Œuvre, mais devra signaler toutes modifications qu'il croirait utile d'y apporter. En tant que spécialiste, il provoquera tous renseignements sur tout ce qui lui semblerait douteux ou incomplet, et devra compléter les dessins qui lui seront remis par le Maître d'Œuvre.

Faute de se conformer aux présentes prescriptions, il deviendra responsable de toutes les erreurs relevées au cours de l'exécution, ainsi que des conséquences de toute nature qu'elles entraîneraient.

0.1.6. Qualité des ouvrages

0.1.6.1. Conformité des produits mis en œuvre avec les performances exigées dans le C.C.T.P.

Les matériaux et produits prévus dans les DTU ou faisant l'objet de normes NF ou EN ou ISO devront répondre au minimum aux spécifications de ces documents. Les matériaux et produits dits « non traditionnels », non prévus dans les DTU et ne faisant l'objet de normes NF ou EN, devront selon le cas :

- faire l'objet d'un « Avis technique » ou d'un « Agrément technique européen » ;
- être admis à la marque « NF » ;
- être titulaire d'une « certification » ou d'un « label ».

Matériaux et produits n'entrant dans aucun des cas ci-dessus :

- la procédure d'obtention de l'« Avis technique » devra être lancée par l'entrepreneur ;
- dans le cas où cette procédure d'obtention de l'« Avis technique » exigerait un délai trop long, l'entrepreneur pourra faire appel à une autre procédure dite « procédure ATE » (Appréciation technique d'expérimentation), qui aboutit dans un délai de l'ordre de 2 mois à compter de la date de présentation du dossier au CSTB.

À défaut, dans le cas où le délai d'exécution contractuel ne permettrait pas le lancement de cette procédure, l'entrepreneur pourra demander à ses assureurs et au bureau de contrôle, le cas échéant, l'accord sur le matériau ou le produit concerné, en présentant toutes justifications apportant les preuves de son aptitude à l'emploi et son équivalence.

En tout état de cause, l'entrepreneur ne pourra en aucun cas mettre en œuvre un matériau ou un produit qui ne serait pas pris en garantie par ses assureurs.

Les produits « tout prêt » du commerce devront être livrés sur chantier dans leur emballage d'origine. Cet emballage comportera tous les renseignements voulus.

L'entrepreneur restera toujours responsable des matériaux qu'il met en œuvre. Il lui incombera de choisir les matériaux et produits les mieux adaptés aux différents critères imposés par les impératifs de chantier, dont notamment :

- pose en intérieur ou en extérieur ;
- nature et type de matériaux répondant aux impératifs de l'utilisation ;
- conditions particulières rencontrées pour le chantier ;
- compatibilité des matériaux entre eux.

Pour les matériaux et produits proposés par le Maître d'Œuvre, l'entrepreneur sera contractuellement tenu de s'assurer qu'ils répondent aux différents critères ci-dessus. Dans le cas contraire, il fera par écrit au Maître d'Œuvre les observations qu'il jugera utiles. Le Maître d'Œuvre prendra alors les décisions à ce sujet.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit de procéder à des contrôles de conformité des matériaux et fournitures sur chantier avant leur mise en œuvre. Pour les éléments préfabriqués et autres relevant d'une qualification NF ou d'une certification, le contrôle se bornera à la vérification du marquage et au contrôle de l'aspect et de l'intégrité des produits. En ce qui concerne les matériaux ne comportant pas de certification, l'entrepreneur devra justifier leur conformité. Dans le cas contraire, le Maître d'Œuvre pourra faire réaliser des prélèvements et des essais par un organisme de son choix, aux frais de l'entrepreneur. Les contrôles de conformité et le cas échéant les essais, se feront dans les conditions définies par les normes les concernant.

Tous les matériaux défectueux et ceux non conformes, le cas échéant, seront immédiatement remplacés.

Indépendamment de leur conformité aux normes, les matériaux et matériels, appareils et appareillages de toute nature seront toujours de première qualité et exempts de toutes détériorations pouvant remettre en cause leur résistance et leur apparence.

La description des ouvrages fait état de matériaux et d'articles de fabrication dont le nom du fournisseur est indiqué dans le texte, cette référence est donnée pour préciser la nature, le type et l'effet des éléments qu'il y aura lieu de mettre en œuvre.

D'une façon générale, tous les matériaux et fournitures seront conformes aux indications du C.C.T.P.

L'entrepreneur pourra proposer à l'agrément du Maître d'Œuvre un article ou un matériau d'un autre fournisseur aux conditions suivantes :

- a) qu'il soit de même nature, de durabilité et de qualité équivalente au matériau ou à l'article proposé et d'un aspect proche.
- b) qu'il soit nettement défini dans la proposition de l'entrepreneur.

Si la substitution d'un matériau quelconque par l'entrepreneur modifie les dispositifs des autres lots, de façon à provoquer une plus-value pour l'un des marchés, le supplément restera à sa charge.

Dans le cas d'un silence du C.C.T.P. sur la référence d'une fourniture, l'entrepreneur fournira une liste de gammes de matériel qu'il pourrait proposer au Maître d'Œuvre avec son offre, afin que le Maître d'Œuvre puisse en apprécier les qualités.

0.1.6.2. Les normes européennes

Normes estampillées CE : L'entrepreneur devra respecter les normes européennes (eurocodes) pour l'exécution de ses ouvrages et chaque matériau faisant référence à une de ces normes devra être estampillé CE.

Normes Européennes EN : Dans le catalogue AFNOR, toutes les normes européennes sont reprises dans la collection des normes françaises, avec la référence NF EN. Elles annulent et remplacent les normes nationales en contradiction.

0.1.6.3. Contrôles de la qualité

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit d'effectuer à tout moment, aux frais de l'entrepreneur, les prélèvements, essais et analyses qu'il jugera utiles. Les vérifications et analyses seront faites par tout organisme agréé.

Les matériaux ou fournitures jugés défectueux ou non conformes à la qualité prescrite, seront refusés et remplacés, en cours d'exécution ou lors des réceptions de travaux, conformément aux décisions du Maître d'Œuvre.

0.1.7. Visite des lieux

Il est spécifié que par le fait du dépôt de leur offre, les entrepreneurs reconnaissent implicitement :

- S'être rendus sur place, avoir fait toutes constatations de l'importance des travaux à exécuter, de la disposition des lieux, des conditions d'intervention et d'accessibilité, de toutes les sujétions d'adaptation d'exécution que peut comporter l'opération envisagée, avoir demandé tous renseignements complémentaires éventuels.
- Avoir pris connaissance de l'ensemble des pièces du dossier (pièces écrites et plans), et avoir demandé toutes indications complémentaires qu'ils auront jugées nécessaires.

0.1.8. Contenu de la proposition de l'entrepreneur

Les prix du marché sont des prix globaux et forfaitaires. Après remise de son offre, l'entrepreneur ne peut prétendre à réclamation sur les quantités portées au DPGF, ces quantités n'étant pas contractuelles et les prix d'œuvre qu'elles contiennent servant seulement à établir les situations mensuelles, les révisions ainsi que les prix nouveaux éventuels ou les déductions pour les ouvrages non réalisés. Les soumissionnaires devront remplir la DPGF type joint au DCE, complétée par les prix unitaires et les éléments techniques demandés, avec cachet et signature de l'entreprise. Le soumissionnaire devra vérifier ce document, éventuellement le modifier et le compléter pour le rendre conforme aux documents contractuels, sans toutefois procéder à une nouvelle frappe, respectant la décomposition établie par le C.C.T.P. La DPGF ainsi arrêtée sous l'entière responsabilité de l'entreprise sera jointe à l'acte d'engagement en justification du prix global forfaitaire. En conséquence, l'entrepreneur ne pourra, en aucun cas, arguer des imprécisions de détails, erreurs, omissions, contradictions ou interprétations des plans ou CCTP pour se soustraire ou se limiter dans l'exécution des travaux et des sujétions qu'ils comportent ou pour justifier une demande de supplément de prix.

Il est laissé la possibilité à l'entreprise, dans la D.P.G.F. toutes les remarques, compléments et/ou ajustements qu'il jugera nécessaire à la bonne compréhension de son offre. Il y fera notamment apparaître tous les ouvrages divers non décrits mais figurant aux plans ou indispensables pour l'exécution des travaux suivant les règles de l'Art, Normes, D.T.U. et Avis Techniques, déterminés à partir des spécifications régissant les ouvrages essentiels, les prestations étant considérées dues dans leur intégralité sans qu'il puisse être fait réclamation d'une imprécision dans la description des prestations nécessaires pour l'exécution totale et parfaite des ouvrages mentionnés au présent descriptif de l'opération, dont l'entrepreneur devra avoir pris connaissance dans son intégralité, y compris pour les prescriptions communes et les lots des autres corps d'état afin de prévoir toutes les prestations et les ouvrages annexes nécessaires à la parfaite finition des autres corps de métiers. Dans le cas contraire, ces ouvrages seront considérés implicitement compris dans la proposition de l'entreprise.

Outre les fournitures, la main d'œuvre et toutes les dépenses indispensables à la bonne exécution des ouvrages, la proposition de l'entrepreneur comprendra :

- Le coût des études, dessins et détails d'exécution nécessaires pour approbation par le Maître d'Ouvrage.
- Les frais d'implantations et de tracés.
- Le contrôle systématique de la compatibilité des matériaux entre eux et avec les ouvrages des autres corps d'état ainsi que la fourniture et pose des produits prescrits par les fabricants et agréés, pour éviter les désordres de toutes natures.
- Les frais nécessités par le contrôle des matériaux et des ouvrages, pesages, métrages, expériences, analyses, essais, etc...
- Les frais d'assurance de chantier et de gardiennage éventuel.
- Les protections provisoires efficaces pendant le transport et la durée du chantier et leur enlèvement.
- Les dispositions à mettre en place pour assurer la protection et la sécurité et leur enlèvement.
- Tous les travaux annexes nécessaires, d'une part à une parfaite construction des ouvrages du corps d'état en eux-mêmes, et d'autre part avec les ouvrages contigus des autres lots, sont compris implicitement dans le prix des ouvrages de chaque lot.

- Tous les moyens de stationnement, de livraison, d'accès et de levage, les échafaudages et les sujétions qui y sont liées, et toutes les sujétions de mise en œuvre et d'approvisionnement sur site telles que : livraison en pièces détachées, manutention, etc...
- La fourniture de tous les dispositifs de fixation à incorporer (notamment dans les ouvrages en béton armé).
- Le nettoyage des ouvrages réalisés et de leurs abords et l'enlèvement de tous déchets, chutes, débris de toutes sortes, gravois provenant des travaux.
- La remise en état de tous les ouvrages dégradés par l'entrepreneur lors de l'exécution de ses travaux.
- La gestion des eaux d'exhaure en phase chantier si leur rejet provisoire à l'égout est soumis à autorisation et redevance.

0.1.9. Options et Variantes

PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (Options) demandées au CCTP sont OBLIGATOIRES.

Sauf mention contraire aux documents contractuels du dossier d'appel d'offre (Règlement de la Consultation, Acte d'Engagement, Cahier des Clauses Administratives Particulières, etc.), tout mode de construction concurrentiel autre que celui défini au CCTP (Type et nature de matériaux, procédés techniques constructifs, références de matériel, ouvrages annexes et complémentaires, etc.) pourra être chiffré par l'entrepreneur au chapitre « VARIANTES (Propositions de l'entreprises) » de la D.P.G.F. Il devra alors tenir compte des sujétions et frais créés par l'incidence de son offre (études techniques, cotation des plans, ouvrages des autres lots, etc.).

Toutefois les propositions de base seront impérativement conformes au présent CCTP.

0.2. INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER

0.2.1. Hygiène, sécurité, protection de la santé et conditions de travail

0.2.1.1. Autorité du coordinateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entrepreneurs, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

0.2.1.2. Moyens donnés au coordinateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier. L'entrepreneur communique directement au coordonnateur S.P.S. :

- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs.
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier.
- Dans les 5 jours qui suivent la notification du marché, les effectifs prévisionnels affectés au chantier.
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats.
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur.
- La copie des déclarations d'accident du travail.

L'entrepreneur s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies dans le document visé au C.C.A.P.

L'entrepreneur informe le coordonnateur S.P.S.

- De toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entrepreneurs et lui indique leur objet,
- De ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.

L'entrepreneur donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différend entre l'entrepreneur et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître d'ouvrage.

À la demande du coordonnateur S.P.S. l'entrepreneur vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

L'entrepreneur s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

0.2.1.3. **Obligation générales de l'entrepreneur**

Le contractant respectera les normes et les règles de prévention et de la santé en vigueur.

Pour rappel, le contractant est contractuellement tenu de respecter les dispositions concernant la prévention et la sécurité sur les chantiers, dont notamment :

- Respecter et appliquer les principes généraux de prévention.
- Rédiger et tenir à jour les P.P.S.P.S., les transmettre aux organismes officiels (I.T., C.R.A.M., et O.P.P.B.T.P.) au coordonnateur ou au maître d'ouvrage et les conserver pendant cinq ans à compter de la réception de l'ouvrage.
- Respecter les obligations résultant du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (P.G.C.S.P.S.).
- Respecter les obligations issues du code du travail et répondre aux observations ou notifications du coordonnateur.

Chaque entrepreneur, pour ce qui le concerne, est tenu de prendre ou de faire prendre toutes dispositions afin d'assurer la sécurité du chantier, l'hygiène, la santé et la sécurité des travailleurs et la sécurité publique, en répondant à toutes les obligations mises à sa charge par les textes réglementaires en vigueur.

Spécialement, l'entrepreneur doit procéder aux épreuves et vérifications réglementaires du matériel qu'il utilise sur le chantier tels que les échafaudages garde-corps ou filets, engins de levage, installations électriques, etc., ou charger de ces vérifications, sous sa responsabilité, une personne ou un organisme compétent.

Chaque entrepreneur, pour ce qui le concerne, doit exercer une surveillance continue sur le chantier à l'effet d'éviter tous accidents aux ouvriers travaillant sur ledit chantier, à quelque corps d'état qu'ils soient rattachés, ainsi qu'aux personnes employées à un titre quelconque sur le chantier.

Chaque entrepreneur est responsable de tous les accidents ou dommages qu'une faute dans l'exécution de ses travaux ou le fait de ses agents ou ouvriers peuvent causer à toutes personnes. Il s'engage à éventuellement garantir le maître de l'ouvrage et le maître d'oeuvre de tout recours qui pourrait être exercé contre eux du fait de l'inobservation par lui de l'une quelconque de ses obligations. Les dispositifs de sécurité mis en place par une entreprise ne peuvent être déplacés ou enlevés sans son accord exprès.

0.2.1.4. **Travaux soumis à déclaration préalable**

Les opérations de bâtiment ou de génie civil, soumises à l'obligation de déclaration préalable prévue à l'article L. 4532-1, sont celles pour lesquelles l'effectif prévisible des travailleurs doit dépasser vingt travailleurs à un moment quelconque des travaux et dont la durée doit excéder trente jours ouvrés, ainsi que celles dont le volume prévu des travaux doit être supérieur à 500 hommes-jours.

0.2.1.5. **Collège interentreprises de sécurité et de santé et des conditions de travail**

L'entrepreneur est tenu, sauf dérogation réglementaire, de participer aux réunions du CISSCT qui sera constitué par le maître de l'ouvrage au plus tard 21 jours avant le début des travaux. L'entrepreneur qui envisage de sous-traiter est tenu d'informer chacun des sous-traitants que l'opération est soumise à la constitution d'un CISSCT, et qu'en conséquence ils seront tenus de participer aux réunions de ce Collège.

0.2.1.6. **Responsabilité de l'entrepreneur**

La nature et l'étendue des responsabilités qui incombent à l'entrepreneur ou à ses sous-traitants éventuels en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière SPS désigné dans les documents du marché sous le nom de coordonnateur SPS.

0.2.1.7. **Protections collectives**

Les garde-corps de trémies et de réservations sont à la charge de l'entreprise du lot concerné par la réalisation de cette trémie dans le cadre de son prix global et forfaitaire, y compris leur entretien. La mise en place de ces protections se fait au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Dans le cas où une entreprise est amenée à déplacer certaines protections pour l'exécution de ses propres travaux, il lui appartient de réaliser de nouvelles protections qui respectent les normes et règlements de sécurité en vigueur au moment des travaux. Les frais d'exécution de ces protections sont à la charge unique de l'entreprise concernée. Toutefois, ces prescriptions ne dérogent pas à la loi qui fait obligation à chaque entreprise d'assurer la protection collective de son personnel intervenant sur le chantier. Chaque entreprise doit donc, avant toute intervention, vérifier que la protection collective existe pour son travail particulier. Dans le cas contraire, elle doit la prévoir et la mettre en place.

0.2.1.8. Protections individuelles

Chaque entreprise a l'obligation de mettre à la disposition de son personnel les protections individuelles suivantes : chaussures de sécurité, casque, masque, gants, lunettes et masque pour soudure, etc.

0.2.1.9. Sécurité des tiers sur le chantier

En particulier toutes précautions seront à prendre pour assurer le gardiennage des installations fixes de chantier soit par un agent de l'entreprise en poste à cet effet (au pied d'échelle en particulier) soit par la mise en place de protections fixes et stables (voir palissade de chantier).

0.2.1.10. Danger grave et imminent

Lorsque le contrat de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé le prévoit, le coordonnateur SPS peut arrêter tout ou partie du chantier lorsqu'il constate lors de ses visites sur le chantier un danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs. Cette disposition du contrat est portée, le cas échéant, à la connaissance des entreprises.

0.2.1.11. Obligations de l'entrepreneur en matière de coordination, sécurité et protection de la santé

L'entrepreneur s'engage à respecter l'ensemble des mesures qui sont définies dans le Plan Général de Coordination.

- L'entrepreneur laisse libre accès au chantier au coordonnateur SPS. L'entrepreneur communique directement au coordonnateur SPS :

a- le PPSPS et ses mises à jour ;

b- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé nécessaires sur le chantier ;

c- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;

d- dans les cinq jours qui suivent la signature du contrat, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;

e- dans les cinq jours qui suivent la décision de constitution du CISSCT, les noms des représentants au sein de ce collège ;

f- les noms et coordonnées de l'ensemble de ses sous-traitants quel que soit leur rang ;

g- les informations et les documents nécessaires à la constitution du DIUO.

- L'entrepreneur s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants.

- L'entrepreneur informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions ayant une incidence sur la sécurité et la protection de la santé qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indiquent leur objet.

- L'entrepreneur donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses travaux, aux avis, observations ou mesures proposées de coordination en matière de sécurité ou de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS, ou adopte des mesures d'une efficacité au moins équivalente.

- Tout différend entre l'entrepreneur et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.

L'entrepreneur vise toutes les observations qui le concernent consignées dans le registre-journal.

0.2.1.12. Obligations de l'entrepreneur vis à vis de ses sous-traitants

L'entrepreneur s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

0.2.1.13. Plan général de coordination sécurité

Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, sera remis dans le dossier de consultation des entreprises et comprendra :

- Les renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier, et notamment ceux complétant la déclaration préalable ;
 - les mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'oeuvre en concertation avec le coordonnateur S.P.S.
 - Les mesures de coordination prises par le coordonnateur S.P.S. et les sujétions qui en découlent, concernant notamment :
 - a- Les voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales ;
 - b- Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels, en particulier pour ce qui concerne l'interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles ;
 - c- La délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses ;
 - d- Les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres ;
 - e- Les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés ;
 - f- L'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale ;
 - g- Les mesures prises en matière d'interactions sur le site ;
 - Les sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier ;
 - Les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant, notamment les dispositions prises par le maître d'ouvrage pour établir des conditions telles que les locaux destinés au personnel du chantier soient conformes aux prescriptions qui leur sont applicables en matières de sécurité, de santé et de conditions de travail ;
 - Les renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière ;
- 7 Les modalités de coopération entre les entrepreneurs employeurs ou travailleurs indépendants.

0.2.1.14. **Plan particulier de sécurité**

Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé. L'entrepreneur établit et est tenu de remettre au coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS. Cette obligation est applicable quel que soit le rang de l'entrepreneur (entreprise générale, cotraitant, sous-traitant) qui exécute une tâche sur le chantier.

L'entrepreneur qui envisage de sous-traiter est tenu d'informer chacun de ses sous-traitants que, l'opération étant soumise à l'élaboration d'un PGC SPS, ils seront tenus de remettre au coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le(s) Plan(s) Particulier(s) de Sécurité et de Protection de la Santé doit (doivent) être remis au coordonnateur dans les délais fixés par le décret du 26 décembre 1994. Les PPSPS sont remis au coordonnateur SPS dans le cas où l'opération est classée en 1re et 2ème catégorie ainsi que dans le cas de travaux présentant des risques particuliers.

PPSPS 1 :

Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé mentionnant :

Les noms et adresse de l'entrepreneur

L'évolution prévisible de l'effectif sur le chantier,

Le cas échéant, les noms et qualité de la personne chargée de diriger l'exécution des travaux.

PPSPS 2 :

Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé comporte obligatoirement et de manière détaillée :

Les dispositions en matière de secours et d'évacuation, et notamment :

Les consignes à observer pour assurer les premiers secours aux victimes d'accidents et aux malades ;

L'indication du nombre de travailleurs du chantier qui ont reçu l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence ;

L'indication du matériel médical existant sur le chantier ;

Les mesures prises pour assurer, dans les moindres délais, le transport dans un établissement hospitalier de toute victime d'accident semblant présenter des lésions graves.

Lorsque ces dispositions sont prévues par le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, mention peut être faite du renvoi à ce plan.

Les mesures prises pour assurer l'hygiène des conditions de travail et celle des locaux destinés au personnel, en application des dispositions réglementaires. Il mentionne pour chacune des installations prévues leur emplacement sur le chantier et leur date de mise en service prévisible.

PPSPS 3 :

Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé mentionne également, en les distinguant :

Les mesures spécifiques prises par l'entrepreneur destinées à prévenir les risques spécifiques découlant :

De l'exécution par d'autres entrepreneurs de travaux dangereux pouvant avoir une incidence particulière sur la sécurité et la santé des travailleurs de l'entrepreneur ou du travailleur indépendant ;

Des contraintes propres au chantier ou à son environnement, en particulier en matière de circulations ou d'activités d'exploitation particulièrement dangereuses ;

La description des travaux et des processus de travail de l'entrepreneur pouvant présenter des risques pour la sécurité et la santé des autres intervenants sur le chantier ;

Les dispositions à prendre pour prévenir les risques pour la sécurité et la santé que peuvent encourir les salariés de l'entrepreneur lors de l'exécution de ses propres travaux.

Lorsqu'il ressort du plan général de coordination et de l'analyse préalable des risques menée par l'entrepreneur qu'une ou plusieurs des mesures mentionnées au présent III n'ont pas à être prises du fait de l'absence de risques, l'entrepreneur en fait mention expresse sur le plan.

0.2.2. Protection et respect de l'environnement

0.2.2.1. Bonnes pratiques environnementales

La mise en place d'un « chantier vert » constitue le prolongement des efforts de qualité environnementale réalisés pendant la phase de conception. L'organisation du chantier devra être étudiée avec soin. Le chantier devra se dérouler sans perturber le fonctionnement des activités qui ont lieu sur le site. L'état du chantier sera la première vitrine de la démarche environnementale engagée sur le bâtiment. Les efforts demandés à l'équipe de Maîtrise d'Œuvre, en phase conception pour diminuer l'impact environnemental global du projet doivent être poursuivis lors des travaux. La qualité environnementale de l'opération se jugera également par les dispositions prises en phase chantier pour limiter les nuisances qu'il génère, et s'assurer de sa propreté et du respect de la réglementation en vigueur pour le tri des déchets, et participe autant à l'image donnée qu'à la qualité des conditions de travail pour les ouvriers.

Les candidats s'engageront sur la mise en place et le suivi d'un chantier à faibles nuisances et présenteront les grandes lignes de la méthodologie envisagée. Ils préciseront en particulier les moyens organisationnels et contractuels qu'ils se proposent de mettre en œuvre (charte de chantier vert, analyse des filières d'élimination des déchets du BTP, répartition des responsabilités, etc.) et pourront présenter quelques solutions techniques qu'ils envisagent de mettre en œuvre pour réduire les nuisances vis-à-vis des usagers présents durant le chantier, du voisinage et de l'environnement.

Recommandations pour une bonne pratique environnementale

- Usage de produits ou procédés peu consommateurs de matières premières non renouvelables, faiblement consommateur d'énergie et de fluides dans leur fabrication et leur mise en œuvre.
- Recherche d'emballages recyclables ou reprise par le fournisseur.
- Utilisation optimisée des produits entrants sur le chantier (calepinage), gestion de l'eau et de l'électricité
- Interdiction de polluer les sols, sous-sols et de provoquer des dégagements intempestifs pouvant provoquer pollutions et nuisances
- Réduction au maximum des bruits pendant les travaux (ex : vis et non marteau avec clous, forer et non battre, adapter les horaires pour marteaux piqueurs, perforateurs, compresseurs, rotation des camions)
- Limiter les encombrements et nuisances visuelles
- Tri des emballages à la réception (valorisation et recyclage)
- Tri des déchets dès leur production permettant leur valorisation par recyclage
- Bordereaux hebdomadaires d'utilisation des produits et équipements (bordereau à définir à la phase chantier suivant modèle type)
- Coordination avec les autres intervenants en vue du respect des règles ci-dessus

Les performances environnementales se rapportant à la structure, l'enveloppe, le cloisonnement, et les revêtements intérieurs relatifs à leur lot, sont en référence à l'application de la norme.

A défaut si elles n'existent pas pour un ou plusieurs produits, les informations concernant leurs performances environnementales, limitées aux seuls impacts sanitaires, doivent au minimum être connues des entreprises et disponibles dans une forme les situant par rapport aux exigences de la norme.

0.2.2.2. **Limitation des risques et des nuisances causés aux riverains du chantier**

En phase de préparation de chantier, seront définies les différentes mesures permettant de réduire les nuisances du chantier. Des dispositions seront prises pour organiser le chantier de sorte à en minimiser les impacts pour l'entourage.

- Nuisances sonores : il sera nécessaire de limiter les modes constructifs faisant appel à des techniques bruyantes. Utiliser des engins ou des outils conformes à la réglementation en vigueur concernant la limitation du niveau sonore. Les équipements hydrauliques seront privilégiés par rapport aux équipements électriques, eux-mêmes préférés à leur équivalent pneumatique. Planifier les tâches pour minimiser les impacts sur les utilisateurs et le voisinage (horaires, durée, simultanéité, information des riverains).

- Nuisances visuelles : les installations de chantier seront disposées autant que possible hors des vues directes. L'aire de stockage des déchets sera grillagée et les abords du chantier seront nettoyés quotidiennement.

- Nuisances dues au trafic : S'assurer que les travaux n'induiront qu'un minimum de perturbations sur le trafic. Adapter les horaires de livraisons, de départ et d'arrivée du personnel pour ne pas accroître le flux de circulation notamment aux périodes de pointes. Rechercher des places de parking pour le personnel à proximité chantier. Des accès adaptés et des espaces de retournement seront prévus pour les camions de livraisons et d'enlèvement des déchets.

- Poussières et boues : Les voies de circulation et les engins seront balayés régulièrement et une zone de lavage des roues sera mise en place en sortie de chantier. Le nettoyage se fera à l'aide de matériel évitant la propagation des poussières. Les matériaux fins et pulvérulents seront stockés à l'abri du vent (sable, ciment). Le site sera débarrassé quotidiennement de tous les déchets légers qui pourraient être emportés par le vent.

0.2.2.3. **Gestion des ressources**

Afin de surveiller les dérives et sensibiliser les acteurs du chantier, un suivi des consommations d'eau et d'énergie pendant le chantier sera réalisé.

Le contenu énergétique (énergie nécessaire pour passer de la matière première au produit fini) des matériaux employés sera étudié et recherché le plus faible possible. La proximité d'approvisionnement des matériaux mis en œuvre sera favorisée et recherchée dans un souci d'économies d'énergie et de ressources (écobilan).

Le choix des matériaux mis en œuvre doit faire l'objet d'une approche multicritères intégrant les aspects environnementaux (favoriser le recyclage, stockage de CO₂, consommation de matière première, contenu énergétique, provenance et approvisionnement, savoir-faire local, etc.), les objectifs de confort et de santé (inertie thermique, réflexion de la lumière naturelle, qualité de l'air, etc.) et les caractéristiques techniques, fonctionnelles et économiques du matériau (durabilité, entretien, coût, etc.).

Pour l'utilisation du matériau bois, les exigences suivantes sont à appliquer : Les bois mis en œuvre seront issus d'essences locales, avec des distances d'approvisionnement limitées. Les bois mis en œuvre seront obligatoirement issus de forêts gérées durablement, sous label d'éco-certification FSC, ou équivalent. Les bois mis en œuvre seront de préférence d'essence naturellement durable, sans traitement préventif, pour la classe de risque concernée, à défaut, ils devront bénéficier d'un traitement par un produit certifié CTB P+ adapté (sans excès) à la classe de risque concernée. Ils devront obligatoirement être accompagnés d'une notice mentionnant des informations relatives à l'essence (nom scientifique et appellation commerciale), le cas échéant à la certification F.S.C. (Forest Stewardship Council), à l'impact de l'exploitation sur l'environnement, au développement des populations locales, ainsi qu'au cycle de vie du produit.

0.2.2.4. **Prévention des pollutions**

Afin de limiter les pollutions, seront interdits les produits toxiques et nocifs, cancérigènes et mutagènes pour l'environnement comme pour les personnes.

Des fiches « composants, produits, matériaux » sont à élaborer pour tous les produits et matériaux de construction proposés. Dans ces fiches, les entrepreneurs devront en particulier fournir des informations sur les caractéristiques physiques, les caractéristiques fonctionnelles, l'adaptabilité, la durabilité, l'impact sur les différentes composantes de confort et de santé et sur les caractéristiques environnementales des produits et matériaux proposés. Par le choix des matériaux de construction et la vérification des fiches de sécurité, nous nous assurerons qu'aucun produit mis en œuvre sur le chantier ne sera étiqueté toxique, nocif ou dangereux, sauf nécessité technique dûment justifiée. Tous les matériaux et contenants (cuves, fûts, bidons, pots, palettes, cartons, emballages, etc.) seront clairement étiquetés, avec indication de la provenance, du type de produit et des précautions d'utilisation.

Les entreprises devront fournir au Maître d'Ouvrage les Fiches de Déclaration Environnementales et Sanitaires (FDES) des produits de construction se rapportant à la structure, à l'enveloppe, au cloisonnement et aux revêtements intérieurs, relatifs à leur lot en référence à l'application de la norme NF EN 15978 et les Profils Environnementaux de Produits (PEP) conformes à la norme ISO 14025 pour les équipements électriques. Au moins 6 FDES (collectives ou individuelles) conformes à la norme NF EN 15804+A2 doivent être fournies au Maître d'Ouvrage parmi les produits choisis dans l'opération.

De façon préférentielle, 1 FDES (collective ou individuelle) pour chaque famille énumérée ci-dessous sera fournie :

- Cloisons-Faux-plafonds / Doublage - isolation
- Couverture-Etanchéité
- Revêtements des sols et murs – peinture – produits de décoration
- Façades
- Menuiseries
- Structure – maçonnerie – charpente

Pour les produits n'ayant pas fait l'objet d'une transmission de fiche, les informations concernant les impacts sanitaires, doivent au moins être connues des entreprises. De plus, elles doivent être disponibles sous une forme les situant par rapport aux exigences de la norme NF EN 15804+A2.

L'évaluation des risques sanitaires concerne actuellement :

- la contribution à la qualité sanitaire des espaces intérieurs ;
- la contribution à la qualité sanitaire de l'eau.

Ces informations pourront être, le cas échéant, comparées au niveau de performance (quantitatif et qualitatif) fixé par le Maître d'Ouvrage, en la matière.

L'emploi de produits correspondants à certaines phrases R de la CE, comme les produits toxiques et nocifs (R20 à 33), les produits cancérogènes ou mutagènes (R45 à 49) et les produits toxiques pour la reproduction (R60 et 62), comme les produits visés par une interdiction réglementaire (plomb, amiante) est proscrit dès lors qu'il existe une alternative présentant les mêmes caractéristiques techniques et fonctionnelles. Sont interdits les produits à base de créosote et pentachlorophénol (PCP). Les produits à base de Cuivre Chrome Arsenic (CCA) et Cuivre Chrome Bore (CCB) sont interdits.

Les entreprises devront mettre à disposition les informations disponibles sur les risques d'émissions de fibres et particules cancérogènes classées CMR1(1) des produits et matériaux utilisés dans l'opération et en contact avec l'air intérieur des bureaux, tout en respectant l'arrêté DEVP0908633A du 30 avril 2009. Les fibres minérales mises en œuvre devront justifier des tests de cancérogénicité (taille et bio solubilité des fibres) prévus par la Directive Européenne 97/69/CE du 5/12/97 (transposée en droit français le 28/8/98).

La réduction des concentrations de polluants dans l'air sera recherchée à la source, lors du choix des matériaux.

Les revêtements de façade, les menuiseries extérieures, les revêtements de sols et de murs seront choisis en tenant compte des produits et techniques nécessaires à leur entretien, sans recours à des produits pouvant contenir des substances toxiques (marquage T ou T+). Les méthodes permettant de déterminer la toxicité et l'écotoxicité des produits d'entretien seront exposées et feront partie intégrante du DIU.

Le choix des peintures et des revêtements de surface devra se faire dans des gammes émettant peu de composés organiques volatiles (COV) –garanti par le respect de la réglementation européenne COV 2010 –et ne nécessitant pas l'usage de produits d'entretien pouvant générer des nuisances olfactives, ni de risque sanitaire. Des produits bénéficiant d'écotags (Ecolabel européen, Ange bleu, Cygne, blanc, Naturplus, NF Environnement, etc.) seront recherchés. Sont interdits les produits comportant des éthers toxiques dérivés de l'éthylène glycol, les pigments à base de métaux lourds (plomb, cadmium, chrome). Dans tous les cas, ces revêtements devront répondre au niveau d'exigence 2010 de la directive 2004/42/CE relative à la réduction des émissions de COV.

Les matériaux et produits sélectionnés ne doivent pas émettre un niveau de TCOV et/ou formaldéhyde au-delà des limites fixées par le protocole choisi par l'industriel parmi ceux de la liste suivante : AgBB, AFSSET, GUT, M1, EMICODE.

Les données sur les émissions dans l'air sont établies conformément aux normes ISO 16000 à partir d'essais effectués par un laboratoire accrédité ou en cours d'accréditation suivant la norme ISO 17025.

Les bois reconstitués et agglomérés de bois devront satisfaire les exigences suivantes :

- Pour les panneaux de particules de bois collés, on exigera la classe d'émissions E1 de la norme EN 312-1 (émissions en formaldéhydes).
- Pour les panneaux de fibres : privilégier les panneaux de fibres HDF ou dur qui ne contiennent pas de colles. A défaut, les panneaux de fibres devront appartenir à la classe A de la norme EN 622-1 ou à la classe d'émissions E1 de la norme EN 312-1 (émissions en formaldéhydes).
- Pour les panneaux contreplaqués : ils devront appartenir à la classe A de la norme NF EN 636+A1 ou justifier du niveau E1, voire E0 de la classification européenne des produits (émissions en formaldéhydes).

- Le bois traité par des procédés alternatifs (type oléo-thermie ou réтификаtion) peut être employé.

Les panneaux de contreplaqué devront être de classe A selon la norme NF EN 636+A1.

Les panneaux de fibres et les panneaux de particules devront être de classe E1 selon la norme NF EN 13986 et devront être testés en fabrication selon la norme NF EN ISO 12460-5 définissant le contenu en formaldéhyde du panneau

La durabilité naturelle ou conférée du bois doit être adaptée à la classe d'emploi (déterminée dans la norme NF EN 335). En cas de traitement de finition du bois, ces derniers devront respecter le décret n° 2006-623 du 29 mai 2006.

Sont à éviter les produits susceptibles d'émettre des gaz toxiques en cas d'échauffement et d'incendie tels que PVC, polystyrènes, etc. Cela concerne les revêtements de sol souples, tuyaux et canalisations, câblage électrique, etc. dès lors qu'il existe des produits de substitution à besoin d'entretien, durabilité et coût global équivalents.

En cas de mise en œuvre de béton, les huiles de décoffrage utilisées seront nécessairement de nature végétale à plus de 80%, non nocives (Xn) et de ce fait biodégradables rapidement (> 60% à 28 jours selon la norme NF EN ISO 9408 OCDE 301 F). Elles devront comporter 5 gouttes (Très bon) dans la classification Synad Produits de Démoulage dans les rubriques « environnement » et « santé » ou équivalent. L'utilisation de polystyrène pour les réservations sera proscrite.

0.2.2.5. Nettoyage et évacuation des gravois

Chaque entrepreneur assure lui-même avec le plus grand soin les nettoyages dont il a l'entière responsabilité. Chaque entreprise doit le nettoyage parfait des locaux qu'elle exécute ou qu'elle occupe. Tous les gravois seront mis en dépôt à un endroit bien défini du chantier avant évacuation aux décharges publiques au fur et à mesure de leur production par l'entreprise pendant toute la durée du chantier. Cette zone de tri comportera une palissade limitant la pollution visuelle et des bâches sur les bennes pour la pollution olfactive, un film polyane étanche résistant au sol recouvert d'une couche de béton maigre pour freiner les infiltrations en sol et une cuve de récupération des eaux de lavage des bennes. Chaque entreprise doit le nettoyage quotidien de ses lieux d'intervention afin de laisser le chantier dans un état général de propreté qui ne retarde pas l'intervention des autres corps d'état et favorise l'hygiène et la prévention des accidents.

La gestion des déchets consiste à évacuer ou à traiter les déchets sur place conformément au Plan Départemental d'Élimination des déchets Ménagers et Assimilés et à la réglementation en vigueur. L'entrepreneur devra valoriser ou éliminer les déchets du lot pour lequel il soumissionne, conformément à la loi du 15 juillet 1975, modifiée par la loi du 13 juillet 1992, dans des conditions propres à éviter tout effet préjudiciable et conformément aux stipulations du présent CCTC. Il incombe à l'entreprise de définir lors de l'exécution des prestations, les modes, ainsi que les filières locales d'élimination et de valorisation des déchets relatifs au chantier, suivant la réglementation en vigueur au moment des travaux. Le brûlage à l'air libre sur le chantier, l'abandon ou le mélange de catégorie de déchets est interdit.

Afin d'assurer une valorisation des déchets de chantier, ceux-ci seront triés et quantifiés par catégorie. Chaque entreprise devra établir la liste et les quantités de déchets produits selon l'avancement du chantier et renseignera les filières de valorisation et d'élimination retenue avec son offre de prix. Sur la base de cette quantification seront mis en place des outils de suivi et de gestion permettant de privilégier la valorisation des déchets générés et de maîtriser les déchets réglementés.

Les zones de tri et de stockage des déchets sur le chantier seront identifiées préalablement au démarrage des travaux. Les déchets seront triés par type (a minima : inerte, bois, ferraille, emballage) et suivant les potentialités des filières locales de valorisation. Les différents contenants seront repérés grâce à des pictogrammes avec une signalétique simple. Les conteneurs doivent être facilement accessibles afin de limiter la circulation du véhicule de collecte sur le chantier. L'ensemble du personnel intervenant sur le chantier sera formé et sensibilisé au tri des déchets de chantier de façon à limiter le nombre de bennes refusées / déclassées.

Les déchets seront classés selon les trois grandes catégories suivantes :

Les déchets inertes : (D.I.), ce sont des déchets d'origine minérale,

- Pierres naturelles,
- Terre et matériaux de terrassement,
- Céramiques, briques, tuiles terre cuite,
- Matériaux de démolition non mélangés,
- Laines minérales.

Les déchets industriels banals : (D.I.B.), ce sont des déchets ne présentant pas un caractère polluant et qui ne sont pas de nature minérale mais qui doivent être récupérés par des organismes agréés, afin d'être recyclés,

- Les emballages,

- Les bois non traités,
- Les plastiques,
- Les métaux,
- La serrurerie, etc.

Les déchets industriels spéciaux : (D.I.S.), ce sont des déchets qui entrent dans la catégorie des polluants et qui doivent être éliminés selon des filières spécifiques,

- Les déchets dangereux,
- Les peintures,
- Les bois traités aux oxydes de métaux lourds,
- L'amiante libre,
- Les hydrocarbures, etc.

Les filières de valorisation seront clairement identifiées et les filières les plus satisfaisantes sur le plan environnemental et économique seront sélectionnées parmi les filières locales. Il sera demandé en phase préparation de chantier, l'établissement d'un Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED) tenant compte du contexte local (filières de valorisation et installations de collecte). Les matériaux issus des déblais seront au maximum réemployés in situ.

La sécurité du transport sera conforme à la réglementation en vigueur, et les bennes seront équipées de bâches ou de filets pour éviter les dispersions. Le remplissage des bennes sera réalisé sans « bourrage ». Le contrôle du respect de l'élimination des déchets de chantier sera assuré au moyen du bordereau de suivi des déchets indiquant entre autre la catégorie de déchets, la destination et la date d'enlèvement. Les différents bordereaux, remis lors de la préparation du chantier à l'entreprise, seront à fournir au Maître d'Ouvrage en cours d'exécution et avant la réception définitive des travaux. La non remise des bordereaux de suivi fera obstacle à la réception des travaux.

Il appartient au Maître d'Œuvre de constater le respect de ces obligations. Au cas où celles-ci viendraient à ne pas être tenues, le Maître d'Œuvre pourra sur simple constatation du non-respect de ces obligations :

- Attribuer à chaque corps d'état, en le notifiant à l'entrepreneur titulaire du marché, des zones de chantier, à nettoyer d'une manière ponctuelle ou définitive,
- Dans le cas d'un non-respect des instructions données, faire intervenir une société spécialisée dans le nettoyage ; le coût de cette intervention étant ensuite reparti entre les entreprises fautives en fonction d'un degré de responsabilité qu'il déterminera.

Pour les gravois d'origine indéterminée, le Maître d'Œuvre établira une répartition de leur enlèvement par les entreprises présentes sur le site.

ENTREPRISES CONCERNEES :

Prestation à la charge de tous les lots, chaque entreprise gère ses propres déchets, pour la fourniture et la gestion des bennes, pour le tri, la mise en bennes des déchets et l'évacuation des déchets.

A la charge du lot « TERRASSEMEN-GROS-OEUVRE » pour le nettoyage du bureau de chantier et des installations communes d'hygiène.

0.2.2.6. Suivi des engagements

Une charte de chantier à faibles nuisances sera rédigée en phase préparatoire du chantier et mise en application, grâce à la mise en place de groupes de travail sur le sujet, à l'organisation de réunions de sensibilisation et d'implication et à des contrôles sur chantier. Cette charte présentera les différentes typologies de déchets à traiter, les dispositions mises en œuvre par l'entreprise pour traiter les emballages, et pour traiter les différentes familles de déchets.

Un référent « chantier vert » sera désigné au sein de l'entreprise, et animera la démarche de chantier vert dans son ensemble. Le référent « chantier vert » sera chargé de contrôler l'application de la charte de chantier à faibles nuisances et garantir la mise en pratique de dispositions prévues.

0.2.3. Travaux préparatoires et annexes

0.2.3.1. Sécurité sanitaire en période de CORONAVIRUS COVID-19

Pour la continuité des activités de la construction en période d'épidémie de coronavirus COVID-19. La priorité des entreprises est d'adopter des mesures de prévention protégeant la santé de leurs collaborateurs, conformément aux responsabilités des employeurs, de les inciter à veiller sur leur santé, leur sécurité et à celle de leur entourage suivant

les recommandations de l'OPPBTP COVID-19 et les recommandations du P.G.C.S.P.S. Seul le respect des mesures préventives permet de limiter les risques d'infection.

Prévenir la contagion dans les activités du BTP exige de porter une attention soutenue aux mesures barrières dans les activités de chantier et annexes (bureaux, fournisseurs...). Les entreprises doivent respecter strictement les préconisations du guide de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de la construction en période d'épidémie de CORONAVIRUS COVID-19. Ce document liste les mesures urgentes et spécifiques à mettre en œuvre pour assurer les conditions sanitaires nécessaires aux personnels appelés à travailler en bureaux, ateliers, dépôts ou chantiers et autres lieux, en complément de toute mesure sanitaire édictée par les pouvoirs publics, qui ont approuvé ces mesures spécifiques.

Dans le contexte de cette crise sanitaire d'ampleur exceptionnelle, la mise en œuvre de ces mesures est une condition incontournable des activités. Il appartient à chaque entreprise d'évaluer sa capacité à s'y conformer et de prendre les dispositions nécessaires. Ce guide a reçu l'agrément des ministères de la transition écologique et solidaire, de la Ville et du Logement, des Solidarités et de la Santé, et du Travail.

Ces éléments sont mis à jour régulièrement sur le site www.preventionbtp.fr.

ENTREPRISES CONCERNEES :

Prestation à la charge de tous les lots.

0.2.3.2. Clôtures de chantier

Le chantier sera installé sur une aire délimitée par le Maître d'Œuvre.

Les clôtures de protection seront fixes, d'une hauteur de 2,00m minimum, munie de portes et d'un portail d'accès fermant à clé, avec poteaux et traverses de raidissement assurant une stabilité parfaite. Cette palissade ne devra pas présenter de discontinuité dans son périmètre. Elle sera exempte d'aspérités, de clous, vis et échardes, et devra présenter aux usagers passant à proximité un aspect lisse, sans risque d'un quelconque danger. La nuit, elle sera éventuellement pourvue d'un éclairage réglementaire en fonction de son implantation. Un portail équipé d'une serrure fermera l'accès au chantier.

L'entreprise sera également chargée de la fourniture d'un trousseau de clefs comprenant les clefs des bungalows et de la clôture du chantier. Ce jeu de clefs sera à récupérer chaque matin à l'ouverture du chantier par le responsable du chantier à la porte d'entrée principale (PEP) et déposer en fin de journée par le responsable du chantier à la porte d'entrée principale (PEP).

Pour chaque entreprise intervenant sur le chantier, les clefs des engins seront à déposées à la porte d'entrée principale (PEP) en fin de journée et récupéré le matin par le responsable de l'entreprise.

L'entrepreneur installera les échafaudages qui lui seront nécessaires, les sapines, treuils, poulies, plans inclinés etc. à l'intérieur de la palissade de chantier. Les panneaux réglementaires d'interdiction d'accès sur le chantier à toute personne non autorisée seront fixés sur cette clôture.

ENTREPRISES CONCERNEES :

Prestation à la charge de l'entreprise adjudicataire du lot « TERRASSEMENTS - GROS-OEUVRE »

0.2.3.3. Panneaux de chantier

L'entrepreneur devra la fourniture et pose d'un panneau de chantier, permettant l'information du public, notamment sur la nature des travaux, les dates prévisionnelles de début et de fin de travaux, etc. ; les dimensions, la présentation et la rédaction seront définies par le Maître d'Ouvrage (par défaut, 4.00 x 3.00 m en l'absence d'indications contraires au CCTP). Le panneau devra être conforme à la charte graphique du Maître d'Œuvre et du Maître d'Ouvrage

Ce panneau sera réalisé en PVC Robuste d'épaisseur 10mm minimum, sur ossature en bois dans plots béton pour support d'accroche. L'entrepreneur doit inclure dans sa proposition le coût de la fourniture d'un bromure et de la digitalisation des logos.

Panneau installé pendant la préparation de chantier et déposé à la réception des travaux.

ENTREPRISES CONCERNEES :

Prestation à la charge de l'entreprise adjudicataire du lot « TERRASSEMENT - GROS-OEUVRE »

0.2.3.4. **Cantonnements et bungalows**

Les installations communes d'hygiène pour les différents lots conformes à la réglementation en vigueur seront installées à l'extérieur du bâtiment (Vestiaires, Réfectoires, Sanitaires avec douches et lavabos), en conformité avec le PGC du coordonnateur SPS de l'opération.

Les locaux seront éclairés, isolés, chauffés et raccordés aux réseaux d'alimentation et d'évacuation des fluides. Le réfectoire sera équipé de tables avec revêtement lavable, de chaises et de chauffe-plats en nombre suffisant pour recevoir l'ensemble des équipes travaillant sur le chantier.

Chaque entreprise aura à sa charge l'installation d'armoires métalliques à double compartiments pour son personnel.

Les réunions de chantier seront organisées dans le réfectoire prévu des installations de chantier.

Une zone de stockage balisée et clôturée pour le matériel et les matériaux sera également prévue. Les magasins de stockage de petits matériels mis en place et devront être munis d'extincteurs.

L'entrepreneur devra confirmer ses besoins en surface pour l'établissement du plan définitif d'installation de chantier, au coordonnateur SPS. L'ensemble des locaux devra être maintenu pendant toute la durée du chantier.

Une aire de retournement sera maintenue et définie avec la MOA. Elle sera laissée accessible durant toute la période des travaux pour les diverses livraisons de fonctionnement de la maison d'arrêt.

ENTREPRISES CONCERNEES :

Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot « TERRASSEMENT - GROS-ŒUVRE »

0.2.3.5. **Alimentation électrique du chantier**, comprenant :

- Branchement électrique provisoire avec installation d'un comptage chantier, comprenant le cas échéant toutes tranchées pour passage enterré des câbles électriques. Ces travaux s'entendent compris reprise des voiries à l'existant en fin de travaux.
- Raccordement des installations provisoires de chantier.
- Fourniture et mise en place d'armoires de chantier.
- Mise en place d'éclairage de chantier des circulations.
- Maintenance des installations provisoires d'électricité et repliement en fin de chantier.

ENTREPRISES CONCERNEES :

Prestation à la charge des entreprises adjudicataires du lot « TERRASSEMENT - GROS-ŒUVRE », pour le branchement et le coffret de comptage et du lot « ELECTRICITE », pour la distribution, l'éclairage et la maintenance

0.2.3.6. **Alimentation et évacuation des fluides du chantier**, comprenant :

- Branchement d'eau potable provisoire avec installation d'un comptage chantier, comprenant le cas échéant toutes tranchées pour passage enterré des canalisations. Ces travaux s'entendent compris reprise des voiries à l'existant en fin de travaux. Raccordement en eau potable des installations provisoires de chantier.
- Raccordement EU / EV des installations provisoires de chantier, comprenant le cas échéant toutes tranchées pour passage enterré des canalisations. Ces travaux s'entendent compris reprise des voiries à l'existant en fin de travaux.
- Maintenance des installations provisoires d'eau potable et d'évacuation et repliement en fin de chantier.

ENTREPRISES CONCERNEES :

Prestation à la charge des entreprises adjudicataires du lot « TERRASSEMENT – GROS-ŒUVRE », pour les branchements et les raccordements et du lot « PLOMBERIE », pour la maintenance

0.2.3.7. **Chauffage - Préchauffage de chantier**

L'exécution des travaux de certains ouvrages étant liée à des conditions de température minimale ou de degré hygrométrique limité, l'entrepreneur ne pourra refuser l'exécution ou la continuité de ces travaux s'il peut être satisfait aux dites conditions par un préchauffage approprié.

Chaque entreprise prévoira ses installations si besoin sur demande du Maître d'œuvre dans le cadre de ses travaux. Les frais correspondants seront à la charge de l'entreprise. Le Maître d'ouvrage prendra en charge la consommation électrique. Tout autre moyen de chauffage (hors électrique) sera à la charge de l'entreprise.

ENTREPRISES CONCERNEES :

Prestation à la charge de tous les lots

0.2.3.8. Trait de niveau et tracé

Le trait de niveau a +1.00m du niveau de sol fini des locaux, destinés à servir aux autres corps d'état est tracé sur les murs bruts, les murs une fois enduits avant peintures et ce dans toutes les pièces, locaux, paliers, escaliers... à la demande du Maître d'Œuvre et des entrepreneurs des autres lots. Si pour une raison quelconque, le trait de niveau est effacé prématurément, l'entrepreneur ayant la charge de son tracé le reprend à nouveau à ses frais.

ENTREPRISES CONCERNEES :

Prestation à la charge de l'entreprise adjudicataire du lot « TERRASSEMENT - GROS-ŒUVRE »

0.2.3.9. Protection des ouvrages

Pendant toute la durée des travaux, et jusqu'à la réception, les entrepreneurs sont responsables de la conservation et du maintien en bon état des matériaux, matières premières, matières ouvrées, matériels, engins, outillage et installation de tous ordres du chantier, ainsi que des ouvrages. Ils sont tenus de se garantir de tous les vols, détournement, dégradations et avaries, dommages, pertes et destructions de toute nature, notamment du fait des intempéries, pour lesquels il est expressément stipulé qu'il ne leur sera, le cas échéant, alloué aucune indemnité.

Ils devront également prendre toutes les dispositions pour éviter tout accident de personne, sur ou aux abords du chantier.

Si des vols, détournements, dégradations, avaries, dommages, pertes ou destructions se produisent pendant le cours des travaux, soit du fait des ouvriers ou préposés d'une entreprise, soit du fait des personnes qui auraient pu s'introduire sur le chantier, il appartient aux entrepreneurs responsables des lieux, des matériaux, des matières premières, matières ouvrées, matériels, engins, outillages, installations ou ouvrages effectués, d'en rechercher et poursuivre les auteurs et d'en assurer les réparations.

L'entrepreneur doit la protection de ses ouvrages et de ses équipements, afin d'assurer leur conservation à l'état neuf jusqu'à la réception des ouvrages. Il doit aussi la protection par tout moyen approprié des ouvrages existants ou réalisés précédemment. Ces protections devront assurer la protection esthétique et mécanique de tous éléments qui présentent une fragilité : revêtements de sols, revêtements muraux, équipements de menuiserie et de serrurerie, appareillages de plomberie ou d'électricité, et aussi la protection de tous ouvrages ou appareils susceptibles d'être détériorés, rayés, ternis, etc. par des projections superficielles de toute nature.

Aucune indemnité ne peut être allouée aux entrepreneurs pour les pertes, avaries, dommages dus à leur négligence, leur imprévoyance, le défaut de précaution ou de moyens ou les fausses manœuvres.

Si les travaux viennent à être interrompus, pour quelque cause que ce soit, les entrepreneurs doivent protéger les constructions et ouvrages réalisés contre les dégâts qu'ils pourraient subir, sans frais supplémentaire pour le Maître d'Œuvre.

ENTREPRISES CONCERNEES :

Prestation à la charge de tous les lots

0.2.3.10. Réservations et percements

L'entrepreneur devra remettre, pendant la période de préparation de chantier, des plans cotés sur lesquels apparaîtront l'implantation et les dimensions des réservations et des percements nécessaires aux travaux des différents lots et assurera la coordination des études d'exécution de l'ensemble des lots dont il est mandataire. Ces plans indiqueront également l'encombrement des canalisations, des gaines, des conduits, des profils et des pièces, qui occuperont les emplacements réservés. Le jeu à prévoir à la périphérie des pénétrations pour le scellement et le calfeutrement ne devra pas excéder 5 cm. Ces plans seront également remis au Maître d'Œuvre pour vérification de leur conformité par rapport au dossier DCE de la part du Maître d'Œuvre avant exécution des travaux.

Les entrepreneurs qui auront négligé de faire connaître en temps utile leurs besoins ou auront fourni des indications erronées supporteront la charge des travaux nécessaires qui seront effectués par l'entrepreneur concerné, ainsi que toutes les incidences éventuelles sur les prestations des autres corps d'état.

Les trous et saignées dans les murs en maçonnerie d'agglomérés et dans les cloisons restent à la charge des entrepreneurs de chaque lot. Il sera dû également à la charge des entrepreneurs de chaque lot tous les rebouchages

et ragréages dans les ouvrages de Gros Œuvre, y compris les garnissages au pourtour des bâtis d'ouvertures extérieures et intérieures.

Les rebouchages réalisés par les entreprises devront obligatoirement restituer les degrés de tenue au feu et d'isolation thermique et acoustique avec incorporation des fourreaux et matériaux résilients nécessaire.

ENTREPRISES CONCERNEES :

Prestation à la charge de tous les lots

0.2.3.11. **Scellements, bouchements et calfeutrements**

Chaque entrepreneur doit la pose, le réglage et le scellement de ses ouvrages. Les scellements devront permettre l'exécution des raccords de finition sans repiquage préalable.

ENTREPRISES CONCERNEES :

Prestation à la charge de tous les lots

0.2.3.12. **Incorporation d'éléments**

La fourniture des éléments divers à incorporer dans les bétons, dans les bétons armés et dans les maçonneries, tels que huisseries bois, conduits, gaines, tubes, fourreaux, boîtes d'encastrement, douilles, taquets, rails, pattes, incombe aux entreprises utilisatrices de ces éléments. Pour les huisseries bois, la mise en place s'effectuera à l'aide des mannequins en bois ou en métal destinés à assurer la protection et la bonne tenue des huisseries dans les coffrages lors du coulage des bétons.

Tout encastrement d'élément devra être indiqué au stade de l'établissement des plans de coffrage. Tout passage d'une canalisation ou d'une gaine au travers d'un plancher, d'un mur, d'une cloison, d'un faux plafond en plaques de plâtre, s'effectuera sous fourreau.

Les entrepreneurs qui auront négligé de faire connaître en temps utile leurs besoins ou auront fourni des indications erronées supporteront la charge des travaux nécessaire qui seront effectués par l'entrepreneur concerné, ainsi que toutes les incidences éventuelles sur les prestations des autres corps d'état.

ENTREPRISES CONCERNEES :

Prestation à la charge de tous les lots

0.2.3.13. **Démontage et repli des installations de chantier**

En fin de chantier, et sur ordre du Maître d'Œuvre, les installations provisoires seront déposées et enlevées par l'entrepreneur qui les aura installées, avec toute remise en état des lieux, ceci dans le cadre de son marché. Le démontage des installations de chantier comprendra outre le démontage du matériel et des baraquements, le nettoyage soigné des emprises du chantier. Les voiries empruntées pendant la durée des travaux devront être remises en état au cas où elles auraient été détériorées.

ENTREPRISES CONCERNEES :

Prestation à la charge de tous les lots

0.2.4. Pilotage, ordonnancement et coordination entre lots

L'entrepreneur titulaire d'un marché de travaux du présent projet doit assurer entre autre les éléments suivants :

- Coordination avec les différentes entreprises intervenant sur le chantier,
- Être présent aux réunions de chantier lorsqu'il est convoqué,
- Réaliser les éléments de synthèse techniques entre ses travaux en propre ainsi que les travaux de ses sous-traitants et ceux des autres entreprises intervenantes sur le site.

0.2.4.1. **Réunions de chantier**

Les réunions de chantier seront organisées dans le bungalow réfectoire des installations de chantier.

Les réunions de chantier devront être suivies régulièrement par tous les entrepreneurs qui devront y donner les suggestions ou les problèmes qu'ils auraient pu rencontrer dans la préparation de leur lot (voir CCG et CCAP), sous peine d'une pénalité forfaitaire pour chaque absence non justifiée (voir CCG et CCAP chapitre Pénalités).

0.2.4.2. Plan d'organisation et d'installation de chantier

Le plan d'organisation et installation du chantier proposant l'emplacement des accès, des dépôts de matériel et de matériaux, des échafaudages, matériel de levage, etc.... devra être soumis à l'approbation du Maître d'Œuvre en même temps que le calendrier d'exécution. Ces deux documents calendriers détaillant d'intervention et plan d'organisation de chantier devront être établis par l'entreprise dans un délai de 10 Jours maximum à compter de la réception de l'ordre de service de démarrage des prestations à l'entreprise et de 5 jours au moins avant la date de démarrage des travaux.

0.2.4.3. Interférences des tâches

En règle générale, chaque entreprise devra s'assurer que son activité ne sera pas une gêne ou un risque pour les autres entreprises. Dans le cas contraire, elle doit prévoir et mettre en place les moyens de protections nécessaires.

0.2.4.4. Accrochage sur l'ouvrage des moyens de levage

Dans le cas d'accrochage de treuil, de recette en façade, de console, l'entreprise concernée devra s'assurer auprès du Maître d'Œuvre et de l'entreprise titulaire du marché concerné de la résistance des éléments de structure auxquels elle souhaite s'accrocher. Tout projet sera soumis à l'accord du Maître d'Ouvrage avant installation. L'entreprise restant responsable de toutes dégradations éventuelles.

0.2.4.5. Relations avec les services officiels et les concessionnaires

L'entrepreneur devra s'assurer de la présence et des emplacements de réseaux de gaz, eau, électricité, eaux usées, ... qui pourraient exister. Aucune canalisation ne doit être endommagée ou démolie sans enquête et approbation du service concessionnaire. Tout préjudice causé sera à la charge de l'entrepreneur. Les déviations de canalisations, de quelque nature qu'elles soient sont à la charge de l'entrepreneur. Il est rappelé que les plans fournis le sont à titre indicatif et qu'ils ne comportent pas a priori le recensement exhaustif des réseaux.

L'entrepreneur devra :

- Se mettre en rapport avec tous les Services intéressés et en obtenir tous les renseignements utiles pour l'exécution des travaux,
- Se soumettre à toutes les vérifications et visites des agents de ces services ou des organisations désignés par eux (CONSUEL par exemple),
- Fournir en temps et heure toutes les pièces justificatives demandées,
- Obtenir tous les accords nécessaires, tant pour les installations faisant partie de la concession que pour les installations intérieures,
- Transmettre au Maître d'Ouvrage tous les renseignements qu'il a recueillis au cours de contacts et qui concernent soit la construction, soit l'exécution de travaux qui ne sont pas à sa charge, soit l'exploitation des installations,
- Obtenir tous les certificats de conformité, de contrôle ou de vérifications nécessaires,
- Signaler aux Services intéressés et dans les délais réglementaires, les dates de commencement et de terminaison de chacune de ses interventions,
- Effectuer en temps opportun et de son propre chef, toutes les démarches nécessaires auprès des services compétents afin d'obtenir en temps voulu, la mise en service des installations,
- Se procurer et remplir les formulaires nécessaires, les faire signer par le Maître d'Ouvrage et les remettre aux services intéressés. Il est rappelé que l'entrepreneur est responsable des contraventions de toute nature qu'il peut encourir du fait de la non observation des lois et qu'il doit en conséquence faire toutes les démarches utiles et nécessaires auprès des Services compétents.

0.2.5. Documents à fournir par l'entreprise

0.2.5.1. Avant exécution des travaux

L'ensemble des plans et documents a la charge du Maître d'Œuvre dans le cadre de sa mission MOP base ont été remis aux entreprises dans le présent dossier de consultation. L'entrepreneur est tenu d'exécuter tous les plans d'exécution des ouvrages, détails et notes de calculs complémentaires nécessaires à la bonne réalisation du projet. L'entrepreneur sera tenu également de procéder à la diffusion après approbation, et ce sans supplément de prix, cette prestation étant réputée incluse dans le cadre de son prix global et forfaitaire. Les documents seront les suivants :

- notes de calculs permettant les dimensionnements,

- études de détails et plans relatifs à l'exécution des ouvrages sur la base du D.C.E,
- recherche d'éventuelles d'incompatibilité entre des composants de construction techniquement liés du point de vue de leur mise en œuvre,
- l'analyse des interactions entre les travaux de son lot avec ceux des autres corps d'état intervenant sur le chantier de façon à pouvoir assurer la synthèse des plans de tous les corps d'état,
- les schémas fonctionnels, notes techniques et de calculs dont l'établissement commande l'exécution de l'ouvrage,
- les instructions techniques,
- les plans de réservations, socles, etc.

Les plans techniques du dossier de Consultation des Entreprises constituent un guide technique de référence et en aucun cas ne peuvent être considérés comme des plans d'exécution. L'entrepreneur doit établir ses propres plans d'exécution sous sa responsabilité et les soumettre à l'approbation du Maître d'Œuvre avant toute exécution. Chaque entrepreneur a pour obligation d'établir ses documents d'exécution (plans, détails, notes de calculs, fiches techniques...), en complément de ceux fournis dans le dossier de consultation des entreprises.

Ces plans seront cotés avec le plus grand soin et devront distinguer très nettement les diverses natures d'ouvrages et les qualités de matériaux prévus mis en œuvre. Sur ces documents devra figurer l'implantation précise des fluides souhaités électricité, plomberie, tableaux électriques secondaires, ceci afin d'éviter tout changement de technique ou de second œuvre lors de la mise en place des équipements. Les attentes types devront être obligatoirement reprises sur le principe de celles indiquées dans le corps du descriptif particulier à chaque lot. Il devra figurer également sur ces plans toutes les cotes d'encombrement des matériels en élévation.

Ces documents devront être soumis à l'approbation du Maître d'Œuvre et du Bureau de contrôle en temps opportun, et au plus tard 20 jours avant que ne commence l'exécution sur le chantier ou la fabrication en atelier. Quand ces documents auront une incidence sur la conception d'ouvrages à réaliser par d'autres corps d'état, leur transmission au Maître d'Œuvre et au Bureau de Contrôle devra également intervenir 30 jours au plus tard avant que ne soient entrepris les dits ouvrages, ceci pour permettre toute adaptation en temps utile.

0.2.5.2. **Échantillons et modèles**

L'entrepreneur est tenu de fournir au Maître d'Œuvre tous les échantillons des matériaux prévus et de les laisser à disposition du Maître d'Œuvre durant toute la durée du chantier. Aucune commande de matériel ou de matériau ne peut être passée par l'entrepreneur, sinon à ses risques et périls, tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'a pas été matérialisée par un accord du Maître d'Œuvre.

0.2.5.3. **Après exécution des travaux - Dossier des ouvrages exécutés (D.O.E.)**

Dans le délai de quinze jours avant les opérations préalables à la réception, les documents suivants seront fournis par l'entrepreneur :

- la collection en vue de l'exploitation des ouvrages, des notices de fonctionnement d'exploitation et d'entretien des ouvrages, ainsi que les plans d'ensemble et de détails conformes à l'exécution,
- les documents contractuels nécessaires à la réception des ouvrages (les documents des matériels mis en oeuvre, essais, PV de classement au feu, etc.) et dans la mesure où leur connaissance est utile à l'exploitation et à l'entretien des ouvrages, les pièces établies par l'entrepreneur conformes à l'exécution,
- les séries de plans conformes à l'exécution à l'échelle de 1/50e,
- les schémas, notices d'entretien, l'exploitation et maintenance par appareils,
- tous les documents particuliers spécifiés au CCTP de chaque lot pour détail éventuel (attestation de fonctionnement, PV d'essais au feu, etc.),
- Pour chaque local technique, un schéma de principe détaillé avec repérage des équipements conforme à l'étiquetage mis en place. Format A1 environ sur support plastique à afficher dans le local concerné, les références des couleurs, matériels, tous les PV d'essais ou de classement, et notamment : Les Procès-verbaux d'essais, les certificats NF et CE des matériels normalisés. Les Procès-verbaux des épreuves des appareils à pression. Les Procès-verbaux des essais d'étanchéité des réseaux. Les Procès-verbaux de mise en service par les constructeurs. La nomenclature du matériel, avec indication des différents fournisseurs : nom, adresse, téléphone. Le descriptif fonctionnel des installations. La notice d'exploitation et les consignes détaillées de fonctionnement des installations permettant à toute personne chargée de la maintenance d'intervenir sans erreur ni omission, ainsi que les garanties sur les différents matériels mis en oeuvre. L'état des interventions obligatoires à prévoir dans le contrat de maintenance avec leur périodicité. Une liste des pièces de rechange de première nécessité à approvisionner par le Maître d'Ouvrage, ainsi que la nomenclature de tous les matériels mis en oeuvre (marques et caractéristiques des appareils, notices de fonctionnement et d'entretien).
- Et en particulier pour l'électricité et la régulation : Plans de câblage des armoires, avec identification des fils et des borniers. Carnets de câbles avec tenants et aboutissants, nature du câble, nombre de paires utilisées. Plans

de câblage indiquant le cheminement précis des câbles dans le bâtiment et la localisation des équipements techniques. Listing des points physiques avec leur code, leur repère de bornier et leur localisation.

Ces documents seront remis dans le délai de 15 jours avant les opérations préalables à la réception en deux (2) exemplaires papiers par lot et un (1) exemplaire dématérialisé reproductible sous format numérique courant par lot (pour le Maître d'Ouvrage) et un (1) exemplaire dématérialisé reproductible (pour le Maître d'Œuvre).

0.2.6. Répartition des dépenses

Les dépenses définies ci-après sont portées au débit du compte spécial dit « compte

0.3. DONNEES PARTICULIERES DE L'OPERATION

0.3.1. Classements règlementaires de l'opération

0.3.1.1. Catégorie de bâtiment

Les ouvrages devront respecter le code de la construction et de l'habitation et les règlements de sécurité incendie pour les ERP.

RAPPEL DE LA CATEGORIE DE BATIMENT CONCERNEE

Le bâtiment du greffe du centre pénitentiaire de Laon est soumis aux règles du code du travail, le bâtiment est classé en Etablissement Recevant des Travailleurs (ERT), défini par le code du travail du 13 janvier 2025.

Le règlement de sécurité dans les ERT est composé des textes règlementaires suivants :

1. Le Code du Travail
 2. L'arrêté du 04/11/1993 modifié, relatif à la signalisation de sécurité et de santé au travail
 3. Arrêté du 26 février 2003 relatif aux circuits et installations de sécurité.
 4. La circulaire DRT n° 2003-07 du 02/04/2003 concernant l'application de l'arrêté du 26/02/2003 relative aux circuits et installations de sécurité
 5. Le décret n°2011-1461 du 07/11/2011 relatif à l'évacuation des personnes handicapées des lieux de travail en cas d'incendie
 6. L'arrêté du 14/12/2011 relatif aux installations d'éclairage de sécurité
- De plus, l'article 1 de l'arrêté du 14/12/2011 précise que : L'on peut considérer que le règlement ERP est applicable dans la majeure partie des cas d'ERT.

« Dans les établissements comportant des locaux tels que cantines, restaurants, salles de conférences, salles de réunions, l'éclairage de sécurité de ces locaux doit être réalisé conformément à la réglementation relative aux établissements recevant du public lorsque celle-ci s'avère plus contraignante. »

Les ouvrages devront respecter le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R. 111-13, R. 121-1 à R. 121.13 et R. 122.2. et les règlements de sécurité incendie pour les ERP et notamment prendre en compte la mise à disposition de locaux d'aisance et de repos (R4228-1), et l'accessibilité aux PMR (R4214-26).

0.3.1.2. Données géographiques du site

Suivant la réglementation Eurocodes, le projet est situé en zone urbaine dense en région A1 pour la neige, zone 2 pour le vent, à une altitude de 76 m environ.

0.3.1.3. Catégorie de chantier

Les opérations de bâtiment et de génie civil sont classées en trois catégories :

- 1re catégorie : opérations soumises à l'obligation de constituer un collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail ;
- 2e catégorie : opérations soumises à l'obligation de déclaration préalable prévue à l'article L. 235-2 ;
- 3e catégorie : opérations soumises à l'obligation d'établir un plan général de coordination en application des articles R. 238-25-1 et R. 238-25-2 et autres opérations ne relevant pas des 1re et 2e catégories.

Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir, le chantier est classé cette opération en Catégorie 3 au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail.

0.3.1.4. **Performances acoustiques**

Rappel de la réglementation en vigueur à respecter :

- Nouvelle Réglementation Acoustique (NRA) applicable à partir du 1er janvier 2000.
- Arrêté du 30 juin 1999 relatif aux modalités d'application de la réglementation acoustique.

0.3.2. Données, informations et prescriptions spécifiques particulières

0.3.2.1. **Travaux concernant des ouvrages existants**

L'opération concernant un bâtiment existant qu'il est prévu de modifier partiellement, il est impératif que l'entreprise se rende sur place pour constater l'étendue des ouvrages, les conditions d'accès, l'organisation des travaux, les ouvrages annexes nécessaires au parfait achèvement des travaux, les côtes dimensionnelles des ouvrages à réaliser qui sont données à titre indicatif au dossier d'appel d'offres et non contractuelles et toutes autres informations utiles et nécessaires avant de remettre son offre.

Une attestation de visite sera à demander lors de cette visite et à joindre obligatoirement avec la proposition sous peine de rejet de l'offre.

0.3.2.2. **Consignes particulières sur site**

Les entreprises devront communiquer la liste nominative de tous les personnels travaillant sur site et fournir avant le démarrage des travaux la copie de leurs cartes nationales d'identité et fourniront la liste des véhicules devant intervenir dans l'établissement, avec la marque, la couleur et leurs immatriculations ainsi que la nature et caractéristiques des engins et des gros matériels nécessaires aux travaux.

Toute personne entrant dans l'établissement sera soumise à un contrôle à l'entrée de l'établissement. La procédure d'accès à l'établissement à partir de la barrière automatique à l'entrée de l'établissement, par l'interphone : Présentation de la personne conduisant le véhicule et des accompagnants (nom, entreprise, véhicule).

Toutes ces dispositions - listes nominatives, fourniture préalable des documents, vérification d'identité, contrôle - sont applicables à l'ensemble des personnels intervenant sur le domaine.

Les Entrepreneurs doivent apporter un soin tout particulier à la protection de l'environnement et du bâti existant et prendre toutes les précautions pour ne pas dégrader les voiries publiques ou privées situées dans les environs immédiats du chantier.

L'Entrepreneur reste responsable de tous les dégâts ou dommages qui en résulteraient du fait de l'activité du chantier.

0.3.2.3. **Modalités de fonctionnement du chantier**

Les horaires de chantier seront décidés lors de la première réunion.

L'entreprise chargée de l'ouverture et de fermeture du chantier, devra déposer les clefs de chantier à la porte d'entrée principale (P.E.P.) en fin de journée. Pour l'ensemble des entreprises intervenant sur le chantier, les clefs des engins laissés sur place devront être déposées aussi au poste d'entrée principale (P.E.P.) en fin de journée.

Dispositions communes :

Les entreprises intervenant dans l'établissement devront prévoir tout l'outillage nécessaire à la bonne réalisation du chantier.

Pour les entreprises de travaux, l'emplacement des baraques de chantier ou de tout autre entrepôt devra être validé par le maître d'œuvre et le contrôler SPS. Le stationnement à l'intérieur uniquement sur autorisation et zone prédéfini.

Toutes les formalités, voirie, autorisation de stationnement à l'extérieur de l'établissement, évacuation des gravats, stockage, etc... sont à la charge de l'entreprise.

En dehors des heures de service, rien ne doit être laissé sur le chantier qui ne puisse être enlevé : outils ou véhicules. Toutes les fouilles et excavations devront impérativement être rebouchées tous les soirs ou recouvertes.

La circulation devra être maintenue en toutes circonstances.

0.3.3. Intervenants

0.3.3.1. Maître d'Ouvrage

D.I.S.P. LILLE
Département des affaires immobilières
123 rue nationale – BP 765 – 59034 Lille

0.3.3.2. Maître d'Œuvre

BAU Architectes LAON
Paulin BERNARD
4 rue de la congrégation, A003 - 02000 LAON
Tel : 03.23.24.11.89 - Mail : bau.laon.architecte@gmail.com

0.3.3.3. Contrôle technique

Le contrôle technique sera conforme au décret n° 78-1146 du 7 décembre 1978, articles L. 111-23 à L. 111-26 et R. 111-29 à R. 111-42 du code de la construction et de l'habitation.

Les principes généraux relatifs au contrôle technique de la construction et les modalités de réalisation des missions seront conformes à la norme NF P 03-100.

Les honoraires afférents au contrôle technique sont à la charge du Maître d'Ouvrage.

Les travaux tous corps d'état seront soumis au contrôle d'un organisme spécialisé.

Pour la présente opération, le contrôle technique est assuré par :

SOCOTEC – Agence construction de Valenciennes
Emeline BENAZECH
1 rue Louis Duvant - Bâtiment H - 59328 VANENCIENNES
Tel : 06 29 35 21 20 – Mail : emeline.benazech@socotec.com

0.3.3.4. **Coordination SPS (sécurité et protection de la santé)**
VERITAS CONSTRUCTION
Daphné PONNET
Village Oasis 1 Allée des Pins - 80000 Amiens
Tel : 06 72 99 87 62 – Mail : daphne.ponnet@bureauveritas.com

0.3.3.5. **Bureau d'études géotechniques**
SAFE Géotechnique
Aurélien MOITEL
660 rue des Famards CRT2 – 59273 Fretin
Tel : 06.30.94.26.38 – Mail : a.moitel@safe-geotechnique.fr

0.3.3.6. **Bureau d'études structure**
BETC Ingénierie
Benoît MOUROT
1339 avenue Raymond Pinchard - 54100 NANCY
Tel : 06 72 47 58 21 – Mail : bm@betc.pro

Les honoraires du bureau d'études structures sont à la charge de l'entreprise

0.3.3.7. **Bureau d'études thermiques et fluides**

FTE INGENIERIE
François CORNE
74 Boulevard Gambetta - 02100 St Quentin
Tel : 03 23 08 45 40 – Mail : bureau@fte-bet.fr

0.3.3.8. **Bureau d'études électricité**
FTE INGENIERIE
François CORNE
74 Boulevard Gambetta - 02100 St Quentin
Tel : 03 23 08 45 40 – Mail : bureau@fte-bet.fr

0.3.4. Liste des lots

Lot N° 01 : TERRASSEMENT – GROS-ŒUVRE
Lot N° 02 : ETANCHEITE
Lot N° 03 : MENUISERIES EXTERIEURES - INTERIEURES & SERRURERIE
Lot N° 04 : PLATRERIE - FAUX-PLAFONDS – PEINTURES & SOLS SOUPLES
Lot N° 05 : REVÊTEMENTS DE SOLS & FAIENCES
Lot N° 06 : ELECTRICITE
Lot N° 07 : CHAUFFAGE - VENTILATION & PLOMBERIE SANITAIRE